



HAL
open science

Ukraine : la libération finale

Marie Mendras

► **To cite this version:**

Marie Mendras. Ukraine : la libération finale. Le Bilan du Monde - 2023, Le Monde Hors Série, 2023, 9782368041468. hal-04372609

HAL Id: hal-04372609

<https://hal.science/hal-04372609>

Submitted on 4 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Marie Mendras (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France)

1. "L'Ukraine quitte la Russie"

2. "Ukraine. La libération finale"

Articles publiés en miroir dans *Le Bilan du Monde*. 2023, p. 206-207.

1. "L'Ukraine quitte la Russie"

Le Bilan du Monde. 2023, p. 206 (publication originale dans le journal *Le Monde*, 25 octobre 1991)

LE 1 décembre prochain, les Ukrainiens voteront 'oui' à l'indépendance. Le succès du référendum ne fait aucun doute. Selon les sondages, même la Crimée et les régions orientales à forte densité russe ne joueront pas la fausse note et se rallieront au projet républicain.

Les Russes n'ont pas tort de dire qu'un Etat indépendant n'a jamais existé dans les frontières de l'Ukraine soviétique. Mais les Ukrainiens ont décidé d'inventer la République d'Ukraine. Ils font un formidable pied de nez à Staline, qui, dans les années 20, avait divisé l'ancien empire des tsars en républiques fédérées, Républiques autonomes et territoires autonomes, et avait donné aux nations un territoire administratif. Ce qui n'était qu'un artifice politique et une frontière administrative est devenue, au fil des années, une réalité dans les têtes. Les résidents de la République d'Ukraine, et même une partie des dix millions de Russes, s'identifient à la République. Déjà, sous Brejnev, les chefs communistes à Kiev avaient défendu leur pouvoir personnel contre les ingérences du 'centre' et bâti un fief politique auquel Gorbatchev s'était heurté très tôt.

Les fondements d'une souveraineté étatique

Il ne sera d'ailleurs pas surprenant que le dernier chef du parti, en Ukraine, Leonid Kravtchouk, devienne, en décembre prochain, le premier président élu au suffrage universel. Il n'est pas l'"homme de Moscou" mais l'"homme de l'indépendance négociée". Après le putsch du 19 août et ses propres atermoiements, Leonid Kravtchouk a compris qu'il devait se rallier rapidement au projet d'indépendance et bousculer le calendrier soviétique qui prévoyait de négocier la 'nouvelle union' avant d'accepter les indépendances républicaines.

Depuis quelques mois, l'Ukraine est en train de bâtir les fondements d'une souveraineté étatique : monnaie ukrainienne, armée nationale, appropriation des biens de l'Etat central, promotion de la langue et de la culture ukrainiennes. La démarche indépendantiste n'émane pas d'un ultranationalisme rageur. Elle est calculée et argumentée. L'indépendance est d'abord vue comme une évolution obligée, dictée par la désagrégation du pouvoir central. L'Union soviétique n'existe plus, la République de Russie n'existe pas vraiment mais prétend se substituer à l'URSS, il n'y a

donc pas d'autre issue que de réaliser un Etat ukrainien sur le territoire de l'ancienne République soviétique. ' Voici en essence le discours tenu par l'ensemble de la classe politique à Kiev.

Sur ce constat, tous les dirigeants s'entendent, des ex-communistes, comme Leonid Kravtchouk, aux anciens prisonniers politiques, comme Viatcheslav Tchernovil, qui préside le soviet régional de Lvov, en Galicie (Ukraine occidentale). A quelques nuances près. Certains sont plus enclins à ' ménager la Russie ', pour reprendre l'expression consacrée à Kiev, c'est-à-dire à maintenir l'ambiguïté sur la participation ukrainienne à de nouvelles institutions fédérales. Ainsi, le pouvoir en place, sous la houlette de Leonid Kravtchouk, a signé avec les autres Républiques une déclaration de principes sur la nécessité de maintenir une coordination économique centrale.

Même les anciens communistes reconvertis à l'indépendance bloqueront la résurrection d'un Etat central. ' Nous accepterons peut-être une union, du moment que cette union n'est pas un Etat ' est la phrase sibylline que l'on entend à Kiev. Il est compréhensible qu'un Etat qui n'a pas encore joui de sa souveraineté nationale hésite à céder aussi vite une parcelle de cette souveraineté. D'ailleurs le Parlement ukrainien, pourtant dominé par les anciens communistes, n'a pas jugé bon d'envoyer vingt députés siéger au nouveau Soviet suprême à Moscou. Le Parlement fédéral n'a pas pu se réunir comme prévu le 8 octobre, et personne ne prend au sérieux les institutions transitoires mises en place par Gorbatchev et Eltsine le 5 septembre dernier : Conseil d'Etat, comité économique interrpublicain et Soviet suprême composé de délégations des Parlements républicains sont perçus comme une façade de carton-pâte masquant à peine le vide du pouvoir central.

Abandonner le navire

Le plus inquiétant pour le pouvoir russe est que les Ukrainiens n'envisagent pas sérieusement non plus une union économique. Au contraire, c'est l'économie qui pousse la population dans son ensemble, Russes d'Ukraine y compris, à encourager l'indépendance. Le gigantisme soviétique et la centralisation excessive sont, de l'avis général, la cause de tous les maux. Il faut abandonner l'immense navire à la dérive pour éviter de sombrer avec lui. Les Ukrainiens sont persuadés que le décollage économique n'aura lieu que dans des espaces économiques réduits, ' à dimension humaine '. Leur République a la taille de la France, en territoire et en population. Elle a des terres riches, des ressources en énergie et en matières premières, un bon réseau de transports, une population assez qualifiée.

Les responsables ukrainiens redécouvrent le potentiel économique du pays. Peut-être l'exagèrent-ils, ou surestiment-ils leurs forces pour exploiter eux-mêmes ce potentiel. Ils ne minimisent pas les difficultés liées à l'interdépendance des économies et des transports dans l'ex-URSS. Mais ils ne veulent pas demeurer prisonniers de l'héritage soviétique et de sa centralisation autoritaire.

Au fond, l'Union soviétique est vue comme l'Etat prédateur qui a mal utilisé les ressources ukrainiennes et a freiné le développement économique. On pourrait discuter à l'infini de qui a exploité qui pendant des siècles d'histoire commune et soixante-dix ans de soviétisme sous domination russe. L'important est la perception négative de l'Union et la détermination à faire valoir un intérêt national à l'échelle de la République.

Le problème est qu'à Moscou les chefs russes, qu'ils représentent la République de Russie ou le pouvoir central, n'ont pas pris toute la mesure de l'accélération du processus de décolonisation. Kiev et Moscou ne parlent plus la même langue. Kiev parle d'indépendance totale ' en bon voisinage avec la Russie '. Moscou parle de maintien des liens historiques étroits entre la Russie et l'Ukraine ' dans le respect des souverainetés nationales '. La différence est grande et ne fait que s'affirmer.

Les deux grandes Républiques de l'ancienne Union s'engagent dans une guerre d'usure dont on se demande quelles formes elle prendra sur ce champ politique désolé où aucune institution ne gouverne vraiment. L'URSS n'a plus de gouvernement, la République de Russie non plus, et l'Ukraine recherche à son tour dans l'élection au suffrage universel d'un président fort la recette miracle pour combler le vide d'autorité politique.

Les Russes ne se préparent pas à une indépendance réelle de leurs petits frères slaves. Ils ne peuvent pas s'y faire. Car l'empire russe sans l'Ukraine, ce n'est plus l'empire. Et la Russie sans son empire, qu'est-ce que c'est ? La République fédérative de Russie (RSFSR), elle-même une immense et fragile construction multinationale, ou plus modestement le grand-duché de Moscovie ?

2. Ukraine. La libération finale

Bilan du Monde 2023, janvier 2023, p. 207.

Le 24 février 2022, l'agression militaire russe avait pour but d'anéantir l'Ukraine en quelques semaines. Elle a précipité les Ukrainiens dans un terrible combat pour la libération finale d'une Russie violente et rétrograde, et ils sont en train de gagner ce combat. Dès le premier jour, cette entreprise insensée de destruction ne s'annonçait pas comme un conflit classique entre deux «belligérants», mais comme l'attaque ultime du Kremlin et de ses armées contre un pays plus grand que la France.

Au-delà, tous les États voisins en Europe étaient visés, car l'écrasement des Ukrainiens devait enfermer peuples et gouvernements dans la terreur de la guerre. En 1991, l'indépendance de l'Ukraine ouvrait la voie vers la construction d'un Etat de droit souverain, en bon voisinage avec

les Russes et les Européens. Trente et un ans plus tard, la formidable résistance contre l'agresseur russe consolide comme jamais la nation ukrainienne.

En septembre 1991, je menais ma première mission de recherche à Kiev et Lviv. L'exaltation de l'indépendance nationale et de la fin du soviétisme s'accompagnait, chez mes interlocuteurs, d'un sens aigu de la responsabilité historique et des dangers à venir.

Dans la tribune publiée à mon retour s'exprime cette force de l'histoire qui se fait sous nos yeux, et qui insuffle la force de l'analyse. J'avais alors annoncé le oui à la nouvelle Constitution, dans chaque région du pays, même en Crimée. Le 1er décembre 1991, le oui atteignait plus de 95 % dans les régions de Lvov et Kiev, plus de 80 % dans les provinces de l'Est, et 54 % en Crimée. L'URSS a été défaite par ses propres républiques (y compris la république soviétique fédérative de Russie) qui revendiquaient le statut d'Etat souverain, indépendant, membre de la communauté internationale.

Une ingérence russe permanente

Pendant les trois décennies difficiles qui ont suivi, les Ukrainiens ont continué de bâtir. Ils n'ont jamais cédé longtemps aux chefs autoritaires. Aux législatives de 2002, ils ont voté en majorité pour les partis d'opposition. A l'automne 2004, ils ont contesté la fraude électorale flagrante qui devait imposer Viktor Ianoukovitch à la succession de son mentor, Leonid Kouchma.

La révolution Orange a imposé un vote honnête, sous observation internationale. Le nouveau président Viktor Iouchtchenko (qui avait survécu à un empoisonnement trois mois plus tôt) forme un gouvernement de coalition Orange avec Ioulia Timochenko. La coalition ne fonctionne pas, l'ingérence russe s'infiltré partout, dans l'industrie, les médias, les réseaux d'influence, l'armée et les services de renseignement.

En janvier 2010, Ianoukovitch est élu sur le fil du rasoir contre Timochenko. Dès sa prise de fonction, il renouvelle le bail russe de la base navale de Sébastopol jusqu'en 2042, et s'engage dans une politique clientéliste, autoritaire et prorusse. La corruption gangrène toute la pyramide du pouvoir économique et politique. Les Ukrainiens vivent dans la précarité.

Quand, en 2013, l'Union européenne propose d'avancer dans le processus d'association au sein du Partenariat oriental (le Partenariat est créé après la guerre de Géorgie fin 2008, et regroupe les six pays situés entre l'Europe et la Russie), Ianoukovitch dit oui, puis non, sous l'injonction de Poutine.

Alors, les Ukrainiens se soulèvent de nouveau, pour se libérer d'une tyrannie corrompue et de l'emprise russe, et organiser des élections. En décembre 2013, j'étais à Kiev sur la place Maïdan,

occupée par des centaines de milliers de citoyens venus de toute l'Ukraine. La calme détermination reflétait la clarté de la revendication: un régime de droit, pour vivre dans la dignité, en Europe.

L'impuissance de Ianoukovitch à réprimer la révolution conduit Poutine à passer à l'action militaire, mais sans l'assumer, puisqu'il envoie en Ukraine des soldats sans insigne. Ce sera la guerre du Donbass, qui suit l'annexion de la Crimée en mars 2014. Les combats font rage, l'armée ukrainienne perd près de 9000 hommes en quelques mois, la partie orientale des régions de Donetsk et Louhansk est occupée.

En dépit des négociations de Minsk, aucun cessez-le-feu ne tiendra plus de quelques semaines entre 2014 et 2021. Envers et contre tout, les Ukrainiens ont su se mobiliser et ont installé la règle de l'alternance au pouvoir. Petro Porochenko est élu président en mai 2014 et Viktor Zelensky en avril 2019. Zelensky est le cinquième président élu depuis 1991.

L'engagement politique des Ukrainiens a permis d'éviter la radicalisation du pouvoir autour d'un homme, ses clans et forces armées, radicalisation qui enferme les Russes dans un régime tyrannique. Depuis l'été 1999, la Russie et l'Ukraine ont suivi des trajectoires différentes. A Moscou, le chef du FSB, Vladimir Poutine, prend la tête du gouvernement et lance la seconde guerre de Tchétchénie.

Cette agression soulève l'indignation en Ukraine, où le réformateur Viktor Iouchtchenko est nommé premier ministre fin 1999. Dès les premiers décrets signés en mai 2000 après son installation au Kremlin, Vladimir Poutine indique quel sera le «nouvel ordre»: centralisation, capture des institutions et des ressources, contrôle des médias et de la société. Aujourd'hui, la dictature ne connaît pas de limites et peut jeter ses hommes dans une guerre criminelle: plus de cent mille Russes ont été tués ou gravement blessés en 2022.

Objectif: entrer dans l'Union européenne

Vladimir Poutine n'est pas un tsar impérialiste, mais un tyran acculé. Il est habité par la peur de la contestation chez lui en Russie et la crainte de la démocratisation des anciennes républiques. Il ne souhaite ni les conquérir ni les gouverner. Il veut les tenir, les empêcher. Et quand il n'y réussit pas, en Géorgie, en Moldavie ou en Ukraine, il utilise la force, puis la guerre totale en 2022. Mais peut-on arrêter la transformation démocratique de l'Ukraine ou de la Moldavie comme on écraserait un opposant ou un oligarque récalcitrant, en le faisant disparaître du paysage?

La déroute militaire et politique de la Russie indique que Vladimir Poutine est arrivé au bout de la route. Il a définitivement perdu la sphère d'influence qu'il prétendait conserver indéfiniment.

Même la Bélarus est perdue, car le sort d'Alexandre Loukachenko ne tient qu'à la corde du Kremlin.

Il aura fallu plus de trois décennies pour que l'Ukraine affirme son existence en tant que nation et Etat face à une Russie incapable de se bâtir en Etat fédéral démocratique, respectueux du droit international. En 2023, l'Ukraine mènera de front la reconstruction des villes et infrastructures, la consolidation de ses frontières à l'est et au sud, et les réformes pour avancer dans le processus d'accession à l'Union européenne. Au bout de cet enfer, les Ukrainiens voient la sortie, et c'est ce qui les fait tenir, avec un courage inouï. Pour les 130 millions d'habitants de la Fédération de Russie, aucune perspective ne pointe au bout du tunnel poutinien. La reconstruction de leur Etat et de leur société sera longue et difficile.